



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques et
de l'appui territorial**

**Arrêté n° 2025/ICPE/007
portant prescriptions complémentaires
Carrière de Bel-Air – La Livaudais
Société NEXSTONE
Communes de Campbon et Sainte-Anne-sur-Brivet**

LE PREFET DE LA LOIRE ATLANTIQUE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2010 autorisant la société Lafarge Granulats Ouest à exploiter une carrière située aux lieux-dits « Bel Air » et « La Livaudais » à Campbon et Sainte-Anne-sur-Brivet ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 août 2014 transférant l'autorisation d'exploiter la carrière située aux lieux-dits « Bel Air » et « La Livaudais » à Campbon et Sainte-Anne-sur-Brivet à la société Lafarge Granulats France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 juin 2018 transférant l'autorisation d'exploiter la carrière située aux lieux-dits « Bel Air » et « La Livaudais » à Campbon et Sainte-Anne-sur-Brivet à la société CMGO ;

Vu le changement de dénomination sociale de la société CMGO devenue NEXSTONE le 1^{er} janvier 2025 ;

Vu la demande de modification notable portée à la connaissance du préfet le 27 mars 2024 par la société CMGO concernant la modification des modalités de remise en état de la carrière et la prolongation de l'activité de la carrière pour une durée d'environ quatre ans et le dossier joint ainsi que les compléments du 11 octobre 2024 ;

Vu l'absence d'observation ou proposition du public déposées lors de la consultation du public par voie électronique réalisée du 6 décembre au 23 décembre 2024 ;

Vu l'avis de la commune de Campbon en date du 12 décembre 2024 ;

Vu l'absence d'avis de la commune de Sainte-Anne-sur-Brivet ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement du 13 janvier 2025 ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de la société NEXSTONE le 13 janvier 2025 ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel du 13 janvier 2025 ;

Considérant que le projet, qui consiste en la modification des conditions de remise en état qui nécessite l'acceptation de déchets inertes externes pour le remblaiement de la carrière et en une prolongation de quatre ans environ de l'autorisation d'exploiter :

- ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale systématique ou suite à un examen au cas par cas en application du II de l'article R.122-2,
- n'atteint pas de seuil quantitatif ou de critère fixé par arrêté du ministre chargé de l'environnement,
- n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas, de ce fait, une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que le projet constitue une évolution notable au sens de l'alinéa II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de réduire les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Loire-Atlantique,

ARRÊTE

TITRE .I IDENTIFICATION et portée

Article I.1 - Exploitant

La société NEXSTONE, dont le siège social est situé 1 rue du Colonel Pierre Avia à Paris (75015) ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de se conformer aux prescriptions du présent arrêté et des actes antérieurs qui demeurent applicables, pour la poursuite de l'exploitation de la carrière et de ses installations connexes situées sur les communes de Campbon et Sainte-Anne-sur-Brivet, aux lieux-dits « Bel Air » et « La Livaudais ».

Article I.2 - Modification des prescriptions

Les prescriptions suivantes sont modifiées, complétées ou supprimées par le présent arrêté.

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions) Références des articles correspondants du présent arrêté
arrêté préfectoral du 26 janvier 2010	1 ^{er} 1-4 2-5 3-2 4-1 à 4-8 5-1 6-12 14	Modification de prescription
	5-4 6-9-1 à 6-9-3 14-1 à 14-8	Ajout de prescription

TITRE .II Modification de prescriptions

Article II.1 - Tableau de classement

Le tableau de classement figurant à l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2010 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

«

Rubrique	Désignation	Grandeur caractéristique	Régime*
2510-1	Exploitation de carrières	216 480 m ² production moyenne : 150 000 t/an production maximale : 200 000 t/an	A
2515-1-a	Installations de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. La puissance installée des installations, étant supérieure à 200 kW	Installation mobile : 1 600 kW	E

Rubrique	Désignation	Grandeur caractéristique	Régime*
2517-1	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. La superficie de l'aire de transit étant supérieure à 10 000 m ²	86 000 m ²	E

* A = Autorisation, E = Enregistrement, DC = Déclaration avec contrôle, D = Déclaration, »

Après le tableau de classement figurant à l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2010 susvisé, il est inséré les alinéas suivants :

« Les installations du site sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature IOTA :

Rubrique	Désignation	Grandeurs caractéristiques	Régime*
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	Création de 3 piézomètres de surveillance des eaux souterraines	D
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha	Surface du site de : 21,5 ha	A

* A = Autorisation, D = Déclaration, »

Article II.2 - Durée de l'exploitation

Le premier alinéa de l'article 1-4 de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2010 susvisé, est remplacé par :

« L'autorisation d'exploiter la carrière est accordée jusqu'au 31 décembre 2028. La durée d'autorisation inclut les travaux de remise en état. »

Article II.3 - Production annuelle

A compter de la date de notification du présent arrêté, le premier alinéa de l'article 2-5 de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2010 susvisé, est remplacé par :

« La quantité maximale autorisée à extraire est fixée à 200 000 tonnes par an. La production annuelle moyenne doit être inférieure à 150 000 tonnes. »

Article II.4 - Garanties financières – Plans de phasage

A compter de la date de notification du présent arrêté, l'article 3-2 de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2010 susvisé, est remplacé par :

« Conformément au paragraphe IV de l'article R.516-2 du code de l'environnement, le montant des garanties financières est établi compte tenu des opérations de remise en état du site après exploitation.

Le montant des garanties financières est calculé suivant la méthode présentée à l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées. Ce montant est défini par référence à l'indice TP01 de décembre 2023 égal à 129,6 et pour une TVA de 20 %.

Pour la phase d'exploitation allant du 31/12/2024 au 31/12/2028, le montant des garanties financières est de 658 910 € TTC.

Le plan de phasage correspondant à cette phase est joint en annexe du présent arrêté. »

Le plan de phasage annexé au présent arrêté est annexé à l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2010 susvisé.

Article II.5 - Remise en état du site – cessation d'activité

Les articles 4-1 à 4-8 de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2010 susvisé, sont remplacés par :

« Article 4-1 – Cessation d'activité

L'exploitant procède à la cessation d'activité dans les conditions prévues par le code de l'environnement aux articles R512-39-1 et suivants.

L'extraction des matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée 6 mois avant la fin de la présente autorisation, cette période étant réservée à la finalisation des travaux de remise en état.

Sans préjudice des mesures de l'article R181-48 du code de l'environnement, pour l'application des articles R512-39-1 à R512-39-5, les usages à prendre en compte suite à l'arrêt de l'activité sont les suivants :

- Zone 1 : Autres usages : plate-forme minérale pouvant potentiellement accueillir des installations photovoltaïques,
- Zone 2 : Usage industriel : plateforme de négoce de matériaux et de recyclage avec bascule (surface de 1,6 ha),
- Zone 3 : Usage de renaturation.

La localisation des différentes zones est représentée sur le plan des usages prévus joint en annexe du présent arrêté.

Les conditions de remise en état sont détaillées aux articles 4-2 à 4-4 du présent arrêté.

La mise en sécurité du site comporte notamment les dispositions suivantes :

- la mise en sécurité des fronts de taille,
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et la suppression des structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site,
- l'insertion satisfaisante du site de l'installation dans le paysage, compte-tenu de la vocation ultérieure du site.

Article 4-2 – Conditions générales de la remise en état

La remise en état est coordonnée à l'exploitation. Elle doit être achevée au plus tard à l'échéance de la présente autorisation sauf dans le cas d'un renouvellement ou d'une prolongation d'exploiter demandé par l'exploitant dans les conditions prévues par la réglementation.

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu et conformément aux dispositions prévues aux articles 4-1, 4-3 et 4-4 du présent arrêté et aux engagements pris dans son dossier de demande d'autorisation du 16 mai 2008 modifié par sa demande de modification notable du 27 mars 2024.

Article 4-3 – Nature de la remise en état

La remise en état est réalisée conformément au plan de remise en état figurant en annexe du présent arrêté.

Elle est réalisée en vue de permettre les usages définis à l'article 4-1 du présent arrêté.

Elle comporte notamment les opérations suivantes :

- la mise en sécurité des fronts de taille,
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et la suppression des structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site,
- l'élimination des déchets conformément à la réglementation en vigueur,
- l'insertion satisfaisante du site de l'installation dans le paysage, compte-tenu de la vocation ultérieure du site,
- le maintien des clôtures, des portails et des panneaux avertissant des dangers du site .

Article 4-4 - Description de la remise en état

Au niveau du secteur situé au Nord du site :

- Le bassin à amphibiens situé à l'Ouest et la mare située au nord sont conservés.
- La fosse a été remblayée et se présente sous la forme d'une plate-forme minérale entre la cote de +27 m NGF au sud rejoignant selon une pente régulière +20 m NGF au nord et +22 m NGF à l'est.
- Au droit du bassin à amphibiens, la zone remblayée présente les caractéristiques suivantes prévues à l'article 14-6.
- Les zones qui n'ont pas été exploitées sont conservées en l'état.
- Les merlons périphériques sont conservés.

Au niveau du secteur situé au Sud du site :

- La fosse a été partiellement remblayée et se présente sous la forme d'une plate-forme minérale à la cote de +20 m NGF.

- Les fronts résiduels font l'objet d'une purge et d'un talutage selon un angle compatible avec leurs caractéristiques mécaniques. Les éventuels surplombs sont supprimés.
- Les buttes paysagères situées à l'Est et au Nord-Ouest sont conservées.
- Les merlons, haies et autres plantations périphériques sont conservés sur une bande de 12 mètres minimum.
- Les bassins de décantation sont remblayés à l'aide des matériaux de la butte paysagère située à proximité au sud-ouest. Les terrains de cette zone sont décompactés et des terres végétales y sont régaliées.
- La plate-forme de commercialisation située au Sud-Est est conservée en l'état pour un usage industriel.

Les infrastructures de l'exploitation (installations de traitement, matériels, outillage, locaux, tuyauterie, stocks, etc), hormis celles conservées sur la zone à usage industriel, sont démontées et évacuées du site.

Des terres végétales sont régaliées sur les terrains en dehors de ceux conservés pour un usage industriel, des aménagements paysagers et de la zone 1.

La clôture périphérique est conservée.

Les cuves qui ont contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées et évacuées du site.

Le plan de remise en état est joint en annexe du présent arrêté. »

Le plan de remise en état et le plan des usages prévus annexés au présent arrêté sont annexés à l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2010 susvisé.

Article II.6 - Intégration paysagère

A la fin de l'article 5-1 de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2010 susvisé, il est ajouté les dispositions suivantes :

« La haie située en lisière ouest des parcelles ZC30, ZC 31 et ZC32 de la commune de Campbon est renforcée selon les principes décrits à la page 9 du rapport de pré-diagnostic buttes paysagères réalisé par la société Execo et figurant en annexe 6 du dossier de la demande du 27/03/2024 susvisée. »

Article II.7 - Environnement – Milieux naturels

Après l'article 5-3 de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2010 susvisé, il est ajouté les dispositions suivantes :

« Article 5-4 - Mesures Faune Flore

Le débroussaillage et la reprise des matériaux de la butte située au Sud-Ouest du secteur Sud

sont réalisés de façon étalée sur deux années. Les opérations de débroussaillage sont réalisées uniquement pendant les mois de septembre et octobre. »

Article II.8 - Eaux souterraines

Après l'article 6-9 de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2010 susvisé, il est ajouté les dispositions suivantes :

« Article 6-9-1 - Impact du remblayage - Réseau de surveillance des eaux souterraines

Pour la surveillance de l'impact du remblayage avec des déchets inertes sur les eaux souterraines, l'exploitant met en place un réseau constitué d'au moins trois piézomètres permettant la connaissance de la qualité de l'eau circulant dans l'aquifère de socle. Un piézomètre est situé en amont et deux piézomètres sont situés en aval hydraulique.

Article 6-9-2 - Réalisation de piézomètres

Les piézomètres sont réalisés conformément aux spécifications techniques prévues par l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

La localisation et les caractéristiques, en particulier la profondeur des ouvrages, sont justifiées par une étude hydrogéologique préalable tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les ouvrages sont mis en place de manière à éviter les zones d'activité ou de stockages pouvant constituer des sources potentielles de pollution pour ne pas risquer l'éventuelle dispersion d'une pollution et limiter le risque de pollutions croisées. Dans le cas d'un aquifère multicouches, les ouvrages ne mettent pas en communication deux aquifères/ nappes séparés par un niveau imperméable et continu. Les ouvrages sont convenablement repérés et entretenus. L'étude hydrogéologique préalable vise à apporter tous les éléments de démonstration des mises en communication naturelle, ou de leur absence, entre aquifères.

Les positions et longueurs de crépines sont justifiées au regard des aquifères surveillés, des amplitudes du niveau d'eau, du type de polluant recherché et de l'éloignement à la source de pollution.

Tous les ouvrages sont nivelés par un géomètre et raccordés au système de nivellement général français (NGF). Le repère du nivellement est clairement identifié de manière pérenne sur la tête de l'ouvrage et est mentionné sur tous les documents lors des mesures ou échantillonnages. Les coupes techniques et géologiques associées à chaque nouvel ouvrage sont conservées.

L'exploitant fait inscrire les ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-Sol du BRGM.

Si un ouvrage n'est plus jugé pertinent dans le cadre de la surveillance de l'installation, il est comblé par des techniques appropriées, conformément aux méthodes normalisées en vigueur, permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères traversées et l'absence de transfert de pollution. Le rapport de travaux de comblement est communiqué au préfet.

Article 6-9-3 - Impact du remblaiement - Programme de surveillance des eaux souterraines

Pour l'ensemble des piézomètres, l'exploitant réalise une mesure de la piézométrie, en période de basses eaux et de hautes eaux, a minima tous les six mois.

En chaque point du réseau de surveillance des eaux souterraines, des échantillons sont prélevés tous les semestres (un prélèvement en période de hautes eaux et un en période de basses eaux).

Les analyses des eaux prélevées portent sur les paramètres suivants : pH, demande chimique en oxygène, hydrocarbures, conductivité, arsenic, baryum, cadmium, chrome total, cuivre, mercure, molybdène, nickel, plomb, antimoine, sélénium, zinc, chlorures, fluorures, sulfates, indice phénols, COT, BTEX, PCB, HAP.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les mesures sont réalisées par un organisme compétent.

L'exploitant met en place un outil de suivi des résultats des mesures permettant de détecter une évolution des résultats ou des résultats anormaux. Les résultats des mesures et l'outil de suivi sont conservés par l'exploitant jusqu'à ce qu'il soit pris acte de la mise à l'arrêt définitif de l'installation par l'administration. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Article II.9 - Contrôles des rejets d'eau

A la fin de l'article 6-12 de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2010 susvisé, il est ajouté les dispositions suivantes :

« Une fois par an, les analyses réalisées sur les rejets d'eau portent également sur les paramètres suivants : conductivité, arsenic, baryum, cadmium, chrome total, cuivre, mercure, molybdène, nickel, plomb, antimoine, sélénium, zinc, chlorures, fluorures, sulfates, indice phénols, COT, BTEX, PCB, HAP.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les mesures sont réalisées par un organisme compétent.

L'exploitant met en place un outil de suivi des résultats des mesures permettant de détecter une évolution des résultats ou des résultats anormaux. Les résultats des mesures et l'outil de suivi sont conservés par l'exploitant jusqu'à ce qu'il soit pris acte de la mise à l'arrêt définitif de l'installation par l'administration. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Article II.10 - Opérations de remblaiement

L'article 14 de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2010 susvisé, est remplacé par :

« Les fosses d'excavation font l'objet d'un remblaiement avec des stériles d'exploitation et des déchets inertes extérieurs. »

Article II.11 - Apports de déchets extérieurs

Après l'article 14 de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2010 susvisé, il est ajouté les dispositions suivantes :

« Article 14-1 - Généralités

Les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière doivent respecter les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé.

Les déchets inertes externes sont recyclés ou mis en remblai dans les fosses d'extraction. Seuls les déchets non recyclables sont mis en remblai.

Le remblayage est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Un panneau à l'entrée indique la nature des déchets inertes admis.

Article 14-2 - Déchets extérieurs acceptés

La quantité acceptée de matériaux extérieurs inertes ne peut dépasser 150 000 tonnes par an en moyenne et 200 000 tonnes par an au maximum.

Les seuls déchets externes admissibles sont les déchets inertes non pollués (en provenance des chantiers de terrassement, de déblais routiers et des déblais du BTP) suivants (en référence à l'article R. 541-7 du code de l'environnement) :

Code déchet	Description	Restrictions
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 02	Briques	Uniquement les déchets de construction et de

Code déchet	Description	Restrictions
		démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
17 02 02	Verre	Sans cadre ou montant de fenêtres

Tout autre déchet que ceux listés ci-avant sont interdits.

Seuls les déchets ultimes, au sens de l'article L.541-2-1 du code de l'environnement, peuvent être utilisés pour le remblaiement des excavations. En particulier, les déchets ayant le code 17 01 01 sont utilisés uniquement pour le recyclage et ne concourent pas au remblaiement de la fosse. Seule la fraction non valorisable peut être mise en remblai.

Article 14-3 - Dispositions complémentaires sur la procédure d'acceptation préalable

En complément des dispositions des articles 3 et 5 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé l'exploitant respecte les dispositions suivantes :

Le document préalable doit être fourni pour chaque lot homogène de déchets de chaque chantier.

Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans le tableau de l'article 14-2, l'exploitant s'assure qu'ils ne proviennent pas de sites contaminés, y compris pour les apports ponctuels.

Si les déchets sont susceptibles de provenir d'un site contaminé, sont annexés à ce document les résultats de la caractérisation des déchets. Il s'agit de la vérification systématique du respect des valeurs limites fixées par l'annexe II de l'arrêté du 12 décembre 2014 précité. Cette vérification doit être réalisée pour chaque lot homogène de déchets de chaque chantier. Seuls les lots homogènes de déchets respectant les valeurs fixées à l'annexe II de cet arrêté peuvent être utilisés en remblaiement sur le site.

Article 14-4 - Contrôle des apports de déchets

Les apports extérieurs ne sont en aucun cas déversés directement dans la fouille. L'exploitant

met en place une procédure de contrôle de chaque chargement qui comprend a minima les opérations suivantes :

- la vérification de la conformité du chargement avec le document préalable à l'entrée de l'installation ;
- la réalisation d'un premier contrôle visuel à l'entrée de l'installation afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé ;
- le déversement du chargement sur une zone aménagée et réservée à cet effet ;
- la réalisation d'un deuxième contrôle visuel lors du déchargement du camion ;
- la décision d'acceptation des déchets ou de refus en cas de présence de matériaux indésirables ; en cas de refus, l'exploitant fait recharger les matériaux indésirables dans le véhicule de livraison et l'indique sur le registre prévu à l'article 14-5II,
- le départ du véhicule de transport des apports après acceptation des matériaux déchargés ou refus des matériaux non déchargés ou rechargés.

Article 14-5 - Registres

Le registre d'admission prévu à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 suscité est conservé par l'exploitant jusqu'à ce qu'il soit pris acte de la mise à l'arrêt définitif de l'installation par l'administration. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre d'admission. Ce plan doit permettre d'assurer la traçabilité du remblayage selon un maillage adapté.

En cas de changement d'exploitant, les registres et la localisation des remblais sont communiqués au nouvel exploitant par le précédent.

L'exploitant tient à jour un registre des refus d'admission. Il y consigne, pour chaque chargement de déchets refusé, le motif de refus d'admission, la date et le nom du producteur du déchet. Le registre de refus est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 14-6 - Mise en œuvre des remblais

Les déchets inertes extérieurs sont déchargés sur une aire spécifiquement délimitée. Ils ne peuvent être traités au sein de l'installation de traitement de matériaux ou mis en remblai qu'après contrôle visuel ou le cas échéant une fois les résultats de la caractérisation obtenus. L'exploitant dispose d'une benne ou d'un espace affecté à la récupération des éléments indésirables découverts après le départ du véhicule de livraison. Ils sont évacués vers des installations dûment autorisées.

Sans préjudice de la réglementation applicable à la protection des travailleurs, l'exploitant s'assure que les personnes présentes dans l'emprise de l'établissement se trouvent en dehors de secteurs susceptibles de mouvement de terrains. Une signalisation adaptée est mise en place ainsi qu'un dispositif interdisant l'accès.

Les remblais sont mis en place au sein des excavations par couches successives à partir du

fond des excavations. La côte finale maximale des remblais est au maximum de :

- secteur nord : +27 m NGF au sud rejoignant +20 m NGF au nord et +22 m NGF à l'est,
- secteur sud : + 20 m NGF.

Les remblais sont mis en place en préservant le bassin à amphibiens. Pour cela, la zone remblayée présente les caractéristiques suivantes au droit du bassin :

- La pente du remblai est d'environ 30° par rapport à l'horizontale,
- Le pied de remblai est distant d'au moins 8 mètres du bassin à amphibiens,
- Un petit merlon est implanté à la base du pied de remblai.

Toutes les opérations de mise en œuvre des remblais sont effectuées à l'aide d'engins spécifiques prévus à cet effet.

L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts. Il définit dans une consigne spécifique les modalités de mise en œuvre des remblais notamment afin d'en assurer la stabilité pendant et après l'exploitation. Cette consigne est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Un contrôle régulier de la stabilité des remblais est réalisé, en particulier après des périodes de gel ou de fortes pluies ou d'un arrêt de travail prolongé. Une traçabilité de ce contrôle est mise en œuvre.

Article 14-7 - Formation du personnel

Les agents chargés de l'acceptation préalable et de la vérification et du contrôle de la conformité du chargement ont reçu une formation à cet effet. Cette formation est renouvelée ou actualisée périodiquement.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées, les justificatifs de ces formations.

Article 14-8 - Contrôle par un organisme tiers

L'exploitant fait procéder annuellement par un organisme tiers à un contrôle inopiné de la bonne application de la procédure d'acceptation préalable prévue par le présent arrêté et par l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé sur les conditions d'admission des déchets inertes sur le site. Ce contrôle annuel comporte la réalisation de 3 prélèvements de matériaux parmi les matériaux acceptés sur le site pour le remblaiement. Ces matériaux font l'objet des analyses décrites à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014.

Les rapports de ces contrôles, comportant les résultats d'analyse, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ils sont conservés pendant une durée minimale de 5 ans.

Pour la réalisation de ce contrôle annuel inopiné, l'exploitant met en place une convention avec l'organisme tiers qu'il mandate à cet effet. »

TITRE .III Dispositions diverses

Article III.1 - Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article III.2 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative territorialement compétente, le Tribunal administratif de Nantes - 6 allée de l'Ile Gloriette – CS 24 111 – 44 041 NANTES cedex 1 :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de 2 mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues de l'article R. 181-45 ;

b) La publication sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage de la décision prévue au même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr

En cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

Article III.3 - Publicité

Une copie du présent arrêté est déposée aux mairies de Campbon et Sainte-Anne-sur-Brivet et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché dans les mairies de Campbon et Sainte-Anne-sur-Brivet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture de la Loire-Atlantique –

direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial – bureau des procédures environnementales et foncières ;

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Loire Atlantique pendant une durée minimale de quatre mois, ainsi que sur le site www.georisques.gouv.fr/dossiers/installations/donnees#/ ;

l'information des tiers s'effectue dans le respect de tout secret protégé par la loi.

Article III.4 - Diffusion

Une copie du présent arrêté sera remise à la société NEXSTONE.

Article III.5 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Loire-Atlantique, le sous-préfet de l'arrondissement de Châteaubriant-Ancenis, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, les Maires des communes de Campbon et Sainte-Anne-sur-Brivet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Saint-Nazaire, le 17 JAN. 2025

LE PRÉFET,
Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet,

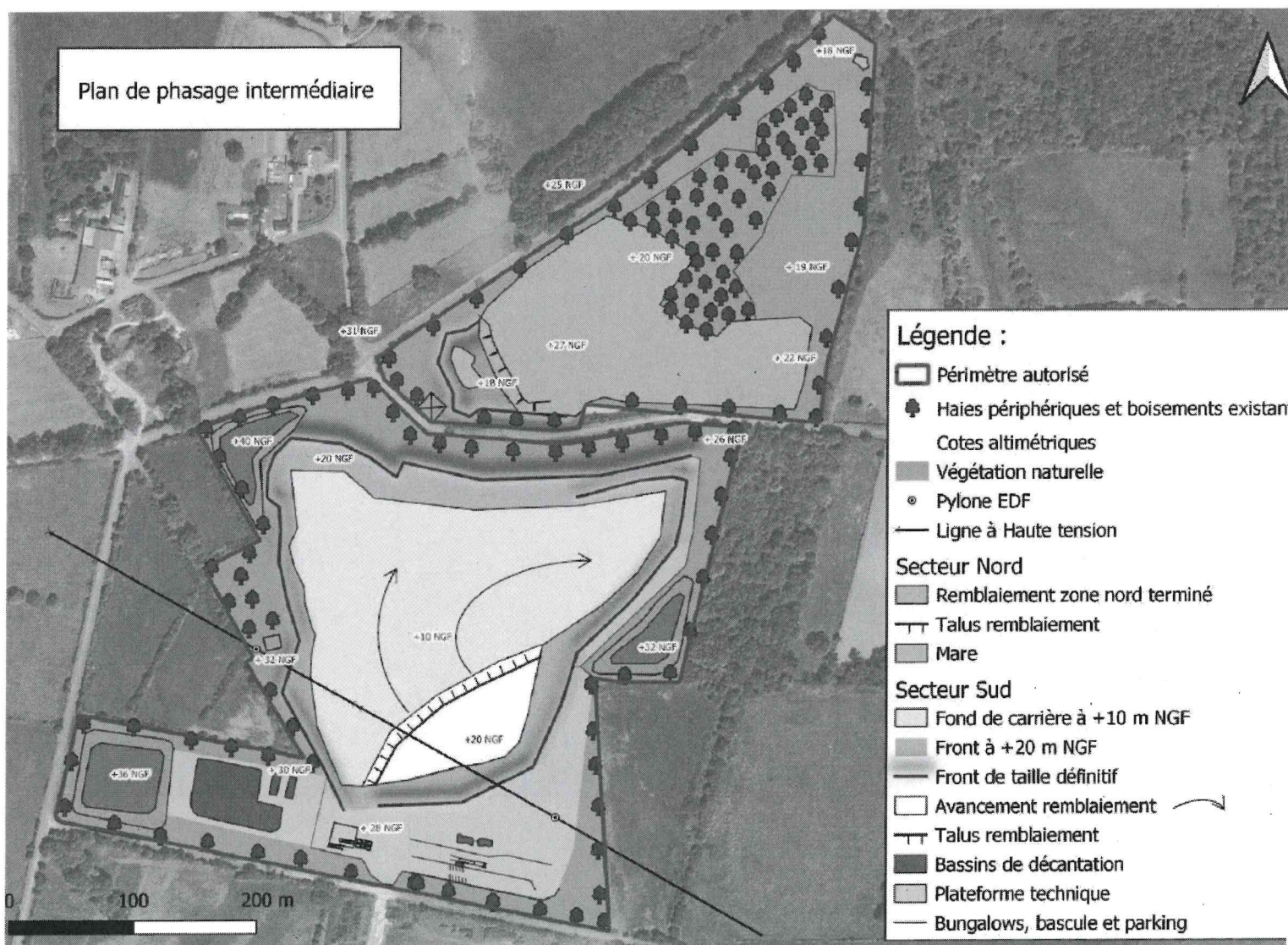

Eric de Wispelaere

2505 MAI 91

Tél : 02.40.41.20.20
Mél : prefecture@loire-atlantique.gouv.fr
6, QUAI CEINERAY - BP33515 - 44035 NANTES CEDEX 1

ANNEXES :

Plan de phasage



Plan de remise en état



Plan des usages prévus

